9

VD.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
30-08-1990
Transmis à M. Coördinatie
Overgemaakt aan de H.

L. 19.875/2/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 3 mai 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au prospectus à publier pour l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de fonds publics et de change du Royaume", a donné le 21 août 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 3 mei 1990 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "over het prospectus dat moet worden gepubliceerd voor de toelating van effecten tot de officiële notering aan een openbare fondsen- en wisselbeurs van het Rijk", heeft op 21 augustus 1990 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Le projet recourt, dans son intitulé et dans nombre de ses dispositions, à l'expression "bourse de fonds publics et de change". Cette expression n'est plus en harmonie avec la terminologie du projet 1156, déjà voté par la Chambre des Représentants, relatif aux opérations financières et aux marchés financiers (1). Mieux vaudrait rédiger l'intitulé comme suit : "Arrêté royal relatif au prospectus à publier pour l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse du Royaume".

Le texte proposé évite la répétition inutile des mots "valeurs mobilières" et ne prête à aucune équivoque en ce qui concerne la nature de la bourse visée.

Il se recommanderait de recourir à la même formule dans le dispositif du projet et dans les annexes à celui-ci.

PREAMBULE.

Alinéa 1er.

Le fondement légal du pouvoir réglementaire donné au Roi se situe à l'article 29bis de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, y inséré par la loi du 9 mars 1989. Les articles 29, 29ter, 30, 34 et 40 sont certes en rapport avec l'objet de l'arrêté royal en projet

(1) Doc. Ch. 1156 (1989-1990), n° 1, p. 296.

mais ils n'en constituent pas le fondement. Il est, dès lors, suggéré d'écrire simplement "... notamment l'article 29bis, y inséré par la loi du 9 mars 1989;".

Alinéa 2.

Le numéro de référence des directives (dont deux sont modificatives) doit être indiqué dans l'intitulé de celles-ci. Il convient donc d'écrire :

"Vu la directive 80/390/CEE du Conseil du 17 mars 1980 portant coordination ..., modifiée par la directive 82/148/CEE du 3 mars 1982 et par la directive 87/345/CEE du 22 juin 1987;".

DISPOSITIF.

Observations générales.

1. Il ne se justifie pas de diviser un article en pragraphes lorsque aucun de ceux-ci ne compte au moins deux alinéas. La remarque vaut pour les articles 1er, 4, 9, 11, 15, 16, 17 et 20.

2. Lorsqu'un alinéa comporte une énumération, l'usage recommande, pour numéroter les éléments de celle-ci, d'utiliser de préférence 1°, 2°, 3° ...

Il n'y a lieu d'utiliser la subdivision en a, b, c ... que si un élément d'une énumération comporte une énumération en sous-ordre.

.../...

L'observation vaut pour les articles 1er, 2, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 20 et 21.

3. Une énumération doit, en principe, constituer une seule phrase qui ne peut donc être interrompue par l'insertion d'une phrase incidente.

Il convient d'écrire, à l'article 2, a (devenant 1°) : "... représentatifs d'actions, les titres autres que les actions ... étant assimilés à des actions".

Article 1er.

Comme à l'article 34, § 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 précité, modifié par la loi du 9 mars 1989, il y a lieu d'écrire en minuscules les initiales aux mots "provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes belges".

Article 2.

1. La directive 80/390/CEE donne, en son article 2, une série de définitions sous les lettres a à g. Ces définitions sont reprises dans le projet, à l'article 2, mais sous b à h.

Le projet ajoute à cette liste de définitions, en a, celle des "valeurs mobilières".

La directive semble avoir laissé à chaque Etat membre le soin de définir ce qu'il faut entendre par valeurs mobilières.

L'article 1er, 1, de la directive, tout comme l'article 1er, § 1er, de l'arrêté en projet, dispose :

> "La présente directive (Le présent arrêté) s'applique aux valeurs mobilières qui font l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle d'une bourse ...".

L'absence de définition des "valeurs mobilières" peut se comprendre à la lumière de ce champ d'application. Les règles communautaires doivent être appliquées aux valeurs mobilières qui font l'objet d'une demande d'admission à la cote d'une bourse, c'est-à-dire à toutes les valeurs mobilières qui sont susceptibles d'être admises à ladite bourse.

C'est donc tantôt au règlement de la bourse considérée, tantôt aux dispositions légales ou réglementaires de l'Etat membre où se situe la bourse, qu'il appartient de définir ce qu'il faut entendre par "valeurs mobilières".

La définition que présente le projet d'arrêté n'englobe pas toutes les valeurs mobilières qui, actuellement, en fait, sont admises à la cote de la Bourse de Bruxelles.

Ainsi, par exemple, il n'y est pas fait mention des certificats immobiliers ni des droits de souscription (warrants).

Cette définition diffère de celle qui figure à l'article 1er du projet de loi précité relatif aux opérations financières et aux marchés financiers, qui a été adopté par la Chambre des Représentants.

Dans l'arrêté en projet, il y aurait lieu soit de se référer à la définition donnée dans le projet de loi, soit de supprimer la définition figurant à l'article 2, a.

Le maintien de cette définition réglementaire aurait pour effet une transposition incomplète de la directive, en ce qu'une demande d'admission à la cote de droits de souscription ou de certificats fonciers, recevable selon la loi relative aux marchés financiers, ne devrait pas être accompagnée de la diffusion d'un prospectus selon l'arrêté en projet, alors qu'elle devrait l'être selon le texte de la directive 80/390/CEE.

2. La définition des émetteurs, que porte l'article 2, d, de l'arrêté en projet, complète la définition figurant dans la directive.

Le membre de phrase "dans la mesure où elles sont différentes des premières" paraît tautologique à première lecture. L'objectif visé pourrait être couvert de façon plus élégante dans la définition suivante :

"d) émetteurs : les sociétés et autres personnes morales et toute entreprise, dont les valeurs mobilières font l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs, ainsi que généralement toute personne qui demande l'admission de valeurs mobilières à cette cote".

Article 4.

L'article reproduit le texte des articles 4 et 5 de la directive en modifiant l'ordre des alinéas.

De ce fait, les mots "visée à l'article 4", figurant au paragraphe 2, doivent être remplacés par les mots "visée à l'alinéa 1er".

Article 6.

1. La directive emploie en différents endroits le terme "warrants" dans le sens de "droits de souscription".

En raison d'une observation antérieurement faite par la section de législation concernant l'utilisation du mot "warrant" dans un sens différent de la définition qui en est donnée à l'article 1er de la loi du 18 novembre 1862 portant institution du système des warrants, les auteurs du projet ont remplacé le mot "warrants" par "droits de souscription" (voir, par exemple, l'article 8, § 2, et l'article 14, § 1er et § 2).

A seul échappé à cette toilette, un mot "warrant" figurant à l'article 6, 2, c, dans le texte français.

2. A l'article 6, 3, g, l'adjectif "originales", utilisé dans la directive, est remplacé, dans le texte français du projet, par "originaires". Cette modification ne paraît pas s'imposer.

Article 8.

Dans la directive, on écrit correctement en français "chapitre Ier" et non "chapitre 1", comme dans le projet.

La même observation vaut pour les articles 9, 11, 13, 14 et 16.

Article 11.

Le texte de la directive porte à la fin du paragraphe 1er : "selon les règles établies à cet égard par la législation nationale ou par les autorités compétentes".

L'arrêté en projet attribue ce pouvoir réglementaire à la Commission bancaire.

Le Conseil d'Etat a rappelé à maintes reprises que le pouvoir exécutif appartient au Roi, qu'il a été admis que le Roi peut déléguer partiellement ce pouvoir à un ou

plusieurs ministres pour prendre des mesures de détail ou d'exécution, après avoir arrêté Lui-même les mesures principales.

L'attribution d'un pouvoir réglementaire à un organisme autonome sans responsabilité politique ne répond pas aux exigences constitutionnelles. Il est fait référence, à cet égard, à l'avis que le Conseil d'Etat a donné le 21 décembre 1989, sous le n° L. 19.312, sur le projet de loi déjà cité, relatif aux opérations financières et aux marchés financiers (1).

Dans cet avis, l'attribution d'un pouvoir réglementaire par le législateur à un organisme autonome a été jugé inconstitutionnelle. A plus forte raison, doit-on conclure en ce sens, lorsque le Roi prend l'initiative d'une pareille attribution de pouvoir.

Le pouvoir en question devrait être attribué au Ministre des Finances ou, au moins, être exercé sous son approbation.

Article 19.

1. L'article omet de reproduire la première phrase de l'article 19, alinéa 2, de la directive, qui dispose :

---

(1) Doc. Ch. 1156 (1989-1990), n° 1, p. 173.

"L'exigence d'une attestation supplémentaire doit résulter d'un examen cas par cas".

Cette phrase a son importance. Elle exclut qu'une disposition réglementaire soit substituée à un tel examen.

2. Au même alinéa, la double conjonction "et/ou", qui est incorrecte et équivoque, doit être remplacée par "ou".

Article 21.

Au paragraphe 1er, alinéa 2, il y a lieu d'insérer le mot "préférentiels" après les mots "droits de souscription".

La même observation vaut pour le paragraphe 2, deuxième tiret (devenant 2°).

Article 24.

Il n'appartient pas au Roi de régler l'emploi des langues.

Pour le surplus, il va de soi que les publications régies par l'arrêté royal en projet devront être conformes aux lois ou décrets éventuellement applicables en la matière.

L'article 24 doit être omis.

Article 25.

Le texte néerlandais de l'article 25 doit être rédigé comme suit :

"Art.25. Dit besluit treedt in werking een maand na de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad".

ANNEXES.

Schéma A.

1. Le n° 5.1.5 part de l'hypothèse où "les comptes annuels non consolidés ou consolidés ne sont pas conformes aux directives du Conseil des Communautés européennes...".

Il est admis que les directives communautaires peuvent être invoquées en droit interne pour contester judiciairement l'application de normes nationales manifestement contraires aux obligations qu'elles imposent.

Mais comme l'a écrit Pierre Pescatore, la directive ne lie pas les particuliers (1).

Il s'ensuit que le projet d'arrêté ne peut faire référence aux directives de la C.E.E., en général, pour définir les obligations à assumer par des entreprises européennes.

---

(1) Pierre Pescatore, L'effet des directives communautaires, Dalloz-Sirey, 11/6/1980, n° 23, chronique, pp. 171-176.

Dès lors, il faut distinguer trois cas :

- les entreprises belges auxquelles on ne peut imposer que le respect de la législation belge, pour la tenue de leurs comptes annuels;

- les entreprises des autres Etats membres de la C.E.E. auxquelles on ne peut imposer que le respect de la législation nationale qui les régit;

- les entreprises des Etats non membres de la C.E.E. auxquelles on peut imposer le respect de textes qui ne leur sont pas applicables mais que l'on a choisis comme modèle pour leur permettre d'accéder aux marchés financiers belges.

Le texte devrait être adapté pour faire apparaître ces différences d'application.

Cette observation vaut également pour le schéma B, 5.1.3.

2. Au 5.2, alinéa 5, douzième ligne, l'adjectif "annuels" a été omis à tort dans le texte français, après le mot "comptes".

3. Au 6.1.a, dans le texte français, il faudrait substituer la conjonction "et" à la conjonction "ou", bien que cette dernière figure dans la directive. On ne concevrait pas, en effet, que la publication des renseignements concernant les membres des organes de surveillance dispense de la publication des renseignements concernant les membres des organes d'administration et de direction.

.../...

La même observation vaut pour le schéma B, 6.1.a.

Schéma B.

1. Au 4.1.1, dans le texte français, il faut écrire, conformément à la directive et au texte néerlandais, "Montant net du chiffre d'affaires...".

2. Au 5.2, alinéa 5, les mots "du groupe ou si la valeur attribuée à la participation selon la méthode de la mise en équivalence est publiée dans les comptes annuels", qui figurent dans la directive après les mots : "sont consolidés dans les comptes annuels", ont été omis dans l'arrêté royal en projet".

Ces mots ont été cependant reproduits dans le schéma A, 5.2, alinéa 5.

On n'aperçoit pas la raison d'être de cette omission.

3. Au 6.1, le mot "entreprise", figurant dans la directive, est remplacé (deux fois) par le mot "société".

Sans doute au schéma A, 6.1, est-il question de société, ce qui ce comprend puisque ce schéma concerne les actions.

Pour ce qui est des obligations, l'article 6, 3, b, de l'arrêté en projet vise les obligations émises par des sociétés "et autres personnes morales".

Le terme "entreprise" utilisé dans le schéma B de la directive englobe les deux types de personnes morales. Il doit être maintenu pour réaliser l'objectif de la directive de voir publier les noms des membres des organes d'administration, de direction et de surveillance, même s'il s'agit d'un organisme de droit public (par exemple, la Caisse générale d'épargne et de retraite).

Schéma C.

Il faut écrire "Chapitre Ier" dans le texte français.

OPSCHRIFT.

In het opschrift en in veel bepalingen van het ontwerp wordt gebruik gemaakt van de uitdrukking "openbare fondsen- en wisselbeurs". Die uitdrukking is niet meer in overeenstemming met de terminologie van het reeds door de Kamer van Volksvertegenwoordigers aangenomen ontwerp 1156 op de financiële transacties en de financiële markten (1). Het zou beter zijn het opschrift als volgt te redigeren : "Koninklijk besluit betreffende het prospectus dat moet worden gepubliceerd voor de toelating van effecten tot de officiële notering aan een beurs van het Rijk".

Door de voorgestelde tekst kan de overbodige herhaling "effecten-effectenbeurs" worden vermeden en hij laat geen enkele onduidelijkheid bestaan omtrent de aard van de bedoelde beurs.

Het verdient aanbeveling om dezelfde uitdrukking te gebruiken in het bepalend gedeelte van het ontwerp en in de bijlagen.

AANHEF.

Eerste lid.

De rechtsgrond van de verordenende bevoegdheid van de Koning ligt in artikel 29bis van het koninklijk besluit

---

(1) Gedr. St. Kamer 1156 (1989-1990), nr. 1, blz. 296.

nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, ingevoegd door de wet van 9 maart 1989. De artikelen 29, 29ter, 30, 34 en 40 houden wel verband met het onderwerp van het ontworpen koninklijk besluit maar leveren er geen rechtsgrond voor op. Voorgesteld wordt dan ook gewoon te schrijven "... inzonderheid op artikel 29bis, ingevoegd door de wet van 9 maart 1989;".

Tweede lid.

Het nummer van de richtlijnen (waarvan er twee wijzigingsrichtlijnen zijn) moet in het opschrift ervan worden vermeld. Men schrijve dus :

"Gelet op de richtlijn 80/390/EEG van de Raad van 17 maart 1980 tot coördinatie ..., gewijzigd bij de richtlijn 82/148/EEG van 3 maart 1982 en bij de richtlijn 87/345/EEG van 22 juni 1987;".

BEPALEND GEDEELTE.

Algemene opmerkingen.

1. Er is geen reden om een artikel in paragrafen in te delen als geen daarvan niet ten minste twee leden telt. De opmerking geldt voor de artikelen 1, 4, 9, 11, 15, 16, 17 en 20.

2. Wanneer een lid een opsomming bevat, moet voor de nummering van de leden ervan, zoals gebruikelijk, bij voorkeur 1°, 2°, 3° ... worden gebruikt.

De verdere onderverdeling in a, b, c, ... hoeft slechts te worden gebruikt als een lid van een opsomming zelf ook nog een opsomming bevat.

De opmerking geldt voor de artikelen 1, 2, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 20 en 21.

3. Een opsomming moet in principe één enkele zin uitmaken, die dus niet mag worden onderbroken door een tussengevoegde zin.

In artikel 2, a (dat 1° wordt) schrijve men : "... aandelen, obligaties en certificaten van aandelen, waarbij andere effecten dan aandelen die rechten van vennoten vertegenwoordigen, met aandelen gelijkgesteld worden".

Artikel 1.

Zoals in artikel 34, § 1, van het vorenvermelde koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, gewijzigd bij de wet van 9 maart 1989, schrijve men de woorden "provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van Belgische gemeenten" met een kleine letter.

Artikel 2.

1. De richtlijn 80/390/EEG geeft in artikel 2 een reeks definities onder de letters a tot g. Die definities worden in het ontwerp in artikel 2 overgenomen maar onder b tot h.

Het ontwerp voegt aan die lijst van definities onder a de definitie van "effecten" toe.

De richtlijn lijkt het aan elke Lid-Staat te hebben overgelaten om te bepalen wat onder effecten moet worden verstaan.

Artikel 1, 1, van de richtlijn bepaalt, net als artikel 1, § 1, van het ontworpen besluit :

> "Deze richtlijn (dit besluit) is van toepassing op effecten waarvoor toelating tot de officiële notering aan een ... beurs wordt aangevraagd".

Het ontbreken van een definitie van "effecten" kan in het licht van die werkingssfeer worden begrepen. De communautaire voorschriften moeten worden toegepast op effecten waarvoor toelating tot de notering aan een beurs wordt aangevraagd, dat wil zeggen op alle effecten die tot die beurs kunnen worden toegelaten.

Wat onder "effecten" moet worden verstaan, moet dus worden gedefinieerd in zowel het reglement van de

beschouwde beurs als in de wets- of verordeningsbepalingen van de Lid-Staat waar de beurs gelegen is.

De definitie die het ontwerp van besluit geeft, omvat niet alle effecten die nu feitelijk tot de notering aan de Beurs van Brussel worden toegelaten.

Zo wordt bijvoorbeeld geen melding gemaakt van de vastgoedcertificaten of van de inschrijvingsrechten (warrants).

De definitie verschilt van die welke staat in artikel 1 van het bovenvermelde wetsontwerp op de financiële transacties en de financiële markten, dat door de Kamer van Volksvertegenwoordigers is aangenomen.

In het ontworpen besluit zou ofwel moeten worden verwezen naar de definitie die in het wetsontwerp wordt gegeven, ofwel de definitie in artikel 2, a, moeten vervallen.

Het behoud van die reglementaire definitie zou tot gevolg hebben dat de richtlijn onvolledig wordt overgenomen doordat een aanvraag om inschrijvingsrechten of vastgoedcertificaten tot de notering toe te laten, welke aanvraag volgens de wet op de financiële markten ontvankelijk is, volgens het ontworpen besluit niet gepaard zou moeten gaan met de verspreiding van een prospectus terwijl dat volgens de tekst van de richtlijn 80/390/EEG wel het geval zou moeten zijn.

2. De definitie van de "uitgevende instellingen" die in artikel 2, d, van het ontworpen besluit staat, vult de definitie in de richtlijn aan.

Het zinsdeel "inzover zij van eerstgenoemde verschillen" lijkt na een eerste lezing tautologisch. Het beoogde doel zou op elegantere wijze kunnen worden bereikt in de volgende definitie :

"d) uitgevende instellingen : vennootschappen en andere rechtspersonen en ondernemingen voor de effecten waarvan toelating tot de officiële notering aan een effectenbeurs wordt gevraagd, alsook in het algemeen elke persoon die de toelating van effecten tot die notering aanvraagt".

Artikel 4.

In dit artikel wordt de tekst van de artikelen 4 en 5 van de richtlijn overgenomen, maar de volgorde van de leden is gewijzigd.

Daarom moeten de woorden "in artikel 4 bedoelde" in paragraaf 2 worden vervangen door de woorden "in het eerste lid bedoelde".

Artikel 6.

1. In de richtlijn wordt op verschillende plaatsen de term "warrants" gebruikt in de zin van "inschrijvingsrechten".

Omdat de afdeling wetgeving vroeger al een opmerking heeft gemaakt over het gebruik van het woord "warrant" in een andere betekenis dan de definitie die ervan wordt gegeven in artikel 1 van de wet van 18 november 1862 houdende invoering van het warrantstelsel, hebben de stellers van het ontwerp het woord "warrants" vervangen door "inschrijvingsrechten" (zie bijvoorbeeld artikel 8, § 2, en artikel 14, § 1 en § 2).

Alleen in artikel 6, 2, c, is in de Franse tekst nog een woord "warrant" blijven staan.

2. In de Franse tekst van artikel 6, 3, g, van het ontwerp, is het bijvoeglijk naamwoord "originales", dat in de richtlijn voorkomt, vervangen door "originaires". Die wijziging lijkt niet noodzakelijk.

Artikel 8.

In de richtlijn schrijft men in de Franse tekst correct "chapitre Ier" en niet "chapitre 1", zoals in het ontwerp.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 9, 11, 13, 14 en 16.

Artikel 11.

In de tekst van de richtlijn staat aan het slot van paragraaf 1 te lezen : "volgens voorschriften die daartoe in de nationale wetgeving of door de bevoegde autoriteiten zijn vastgesteld".

In het ontworpen besluit wordt die verordeningsbevoegdheid aan de Bankcommissie toegekend.

De Raad van State heeft er herhaaldelijk aan herinnerd dat de uitvoerende macht aan de Koning toekomt en dat is aangenomen dat de Koning die bevoegdheid gedeeltelijk aan een of meer ministers kan delegeren om bijkomstige of uitvoeringsmaatregelen te nemen nadat Hijzelf de fundamentele maatregelen heeft vastgesteld.

Het opdragen van een verordeningsbevoegdheid aan een zelfstandige instelling zonder politieke verantwoordelijkheid strookt niet met de grondwettelijke vereisten. Er wordt in dat verband verwezen naar het advies dat de Raad van State op 21 december 1989 heeft gegeven onder het nr. L. 19.312 over het eerder aangehaalde ontwerp van wet op de financiële transacties en de financiële markten (1).

In dit advies is het door de wetgever opdragen van verordeningsbevoegdheid aan een zelfstandige instelling ongrondwettig geacht. A fortiori moet men tot dat besluit

---

(1) Gedr. St. Kamer 1156 (1989-1990), nr. 1, blz. 173.

komen wanneer de Koning het initiatief neemt tot een dergelijke delegatie van bevoegdheid.

De bevoegdheid in kwestie zou moeten worden toegekend aan de Minister van Financiën of, op zijn minst, met zijn goedkeuring worden uitgeoefend.

Artikel 19.

1. In het artikel is de eerste zin van artikel 19, tweede lid, van de richtlijn niet overgenomen. Die zin luidt als volgt :

"De eis van een aanvullende verklaring moet voortkomen uit een onderzoek per geval".

Die zin is belangrijk. Hij sluit uit dat een verordeningsbepaling in de plaats komt van een dergelijk onderzoek.

2. In hetzelfde lid, moet de voegwoordcombinatie "en/of", die niet correct en dubbelzinnig is, worden vervangen door "of".

Artikel 21.

In paragraaf 1, tweede lid, moeten de woorden "die een voorkeurrecht belichamen" na het woord "inschrijvingsrechten" worden ingevoegd.

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 2, tweede streepje (dat 2° wordt).

Artikel 24.

De Koning is niet bevoegd om het gebruik van de talen te regelen.

Voor het overige is het vanzelfsprekend dat de publikaties die door het ontworpen koninklijk besluit worden geregeld, in overeenstemming zullen moeten zijn met de wetten of decreten die ter zake van toepassing zouden zijn.

Artikel 24 dient te vervallen.

Artikel 25.

De Nederlandse tekst van artikel 25 moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 25. Dit besluit treedt in werking een maand na de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad".

BIJLAGEN.

Schema A.

1. 5.1.5. gaat uit van de veronderstelling dat "de niet-geconsolideerde of geconsolideerde jaarrekening niet overeenkomt met de richtlijnen van de Raad van de Europese Gemeenschappen ...".

Men is het erover eens dat men zich in het interne recht op de richtlijnen van de Gemeenschap kan beroepen om de toepassing van nationale normen die kennelijk in strijd zijn met de verplichtingen die zij opleggen voor de rechtbank te betwisten.

Zoals Pierre Pescatore het evenwel schrijft, is de richtlijn niet bindend voor privé-personen (1).

Daaruit volgt dat in het ontwerp van besluit niet mag worden verwezen naar de richtlijnen van de EEG, in het algemeen, om te bepalen welke verbintenissen de Europese ondernemingen dienen aan te gaan.

Derhalve dienen er drie gevallen te worden onderscheiden :

---

(1) Pierre Pescatore, L'effet des directives communautaires, Dalloz-Sirey, 11-6-1980, nr. 23, chronique, blz. 171-176.

- de Belgische ondernemingen die men er slechts toe kan verplichten de Belgische wetgeving na te leven, voor het houden van hun jaarrekeningen;

- de ondernemingen van de andere Lid-Staten van de EEG die er slechts toe kunnen worden verplicht de op hen toepasselijke nationale wetgeving na te leven;

- de ondernemingen van de Staten die geen Lid zijn van de EEG welke er niet toe verplicht kunnen worden teksten na te leven die op hen niet van toepassing zijn maar die als model zijn gekozen om hen in staat te stellen toegang te krijgen tot de Belgische financiële markten.

De tekst zou zo moeten worden aangepast dat die verschillen inzake toepassing daarin tot uiting komen.

Die opmerking geldt eveneens voor schema B, 5.1.3.

2. In 5.2, vijfde lid, twaalfde regel van de Franse tekst, is het bijvoeglijk naamwoord "annuels" ten onrechte weggelaten na het woord "comptes".

3. In de Franse tekst van 6.1.a, zou het voegwoord "ou" moeten worden vervangen door het voegwoord "et", hoewel het eerste in de richtlijn voorkomt. Het zou immers ondenkbaar zijn dat het publiceren van gegevens over de leden van de toezichthoudende organen het publiceren van

gegevens over de leden van de bestuurs- en de leidinggevende organen overbodig maakt.

Dezelfde opmerking geldt voor het schema B, 6.1.a.

Schema B.

1. In 4.1.1. schrijve men in de Franse tekst in overeenstemming met de richtlijn en de Nederlandse tekst : "Montant net du chiffre d'affaires ...".

2. In 5.2, vijfde lid, zijn de woorden "of, wanneer de aan de deelneming volgens de methode der netto-vermogenswaarde toe te kennen waarde in de jaarrekening wordt gepubliceerd" die in de richtlijn voorkomen na de woorden "in de concernjaarrekening worden geconsolideerd" in het ontworpen koninklijk besluit weggelaten.

Die woorden komen wel voor in het schema A, 5.2., vijfde lid.

Het is niet duidelijk waarom die woorden zijn weggelaten.

3. In 6.1, wordt het woord "onderneming" dat in de richtlijn voorkomt, (tweemaal) vervangen door het woord "vennootschap".

Weliswaar is er in schema A, 6.1. sprake van vennootschap, maar dat is te begrijpen daar dit schema betrekking heeft op de aandelen.

Wat de obligaties betreft, worden in artikel 6, 3, b, van het ontworpen besluit "de obligaties uitgegeven door vennootschappen of andere rechtspersonen" bedoeld.

De term "onderneming" die in schema B van de richtlijn wordt gebruikt, omvat twee soorten rechtspersonen. Hij moet worden behouden ter wille van het doel dat door de richtlijn wordt beoogd, namelijk het publiceren van de namen van de leden van de bestuurs-, leidinggevende en toezichthoudende organen, zelfs als het om een publiekrechtelijke instelling gaat zoals bijvoorbeeld de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

Schema C.

In de Franse tekst behoort te worden geschreven "Chapitre Ier".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	P. TAPIE,	président, voorzitter,
	J.-C. GEUS, M. LEROY,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	F. DELPEREE, P. GOTHOT,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	R. DEROY,	greffier, griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

P. TAPIE.